

Art. 2. Voor 1995-1996 is de coëfficiënt bedoeld in artikel 14, § 5 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs, o.m. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type, zoals gewijzigd, en artikel 8, § 4 van de wet van 18 februari 1977 betreffende de organisatie van het architectuuronderwijs, zoals gewijzigd, bepaald op 87 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het lange type.

Art. 3. Voor 1995-1996 is de coëfficiënt bedoeld in artikel 5 van koninklijk besluit 79 van 20 juli 1982 tot vaststelling van het totaal aantal in aanmerking komende lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, bepaald op 81 voor alle instellingen voor hoger onderwijs van het korte type.

Art. 4. § 1. In afwijking van de artikel 1 en 3 kunnen de inrichtingen voor hoger onderwijs van het korte type waarvan de bevolking met ten minste 2 % toegenomen is tussen 1 februari 1994 en 1 februari 1995, hetzelfde aantal in aanmerking komende lestijden organiseren als wat hun in 1994-1995 toegekend is, als de modaliteiten bepaald in de artikelen 3 in 1995-1996 leiden tot een vermindering van het aantal in aanmerking komende lestijden t.o.v. 1994-1995.

§ 2. In afwijking van de artikelen 1 en 2 kunnen de inrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type waarvan de bevolking met ten minste 2 % is toegenomen tussen 1 februari 1994 en 1 februari 1995, hetzelfde aantal begeleidings-eenheden bekomen als wat hun in 1994-1995 is toegekend, als de in de artikelen 1 en 2 bepaalde modaliteiten in 1995-1996 leiden tot een vermindering van het aantal eenheden t.o.v. 1994-1995.

Art. 5. Voor het begrotingsjaar 1996 wordt de jaarlijkse werkingstoelage toegekend aan elke universitaire instelling, per studierichting, gelijk aan 97,57 % van de bedragen voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 30, 32bis en 34, 3e lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 augustus 1995.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 95 - 2344

[S - C - 29480]

5 AOUT 1995

Décret portant modification de la législation relative à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Modifications du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Article 1er. A l'article 2 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « aux conditions fixées aux articles 3 à 5 » sont supprimés.

Art. 2. L'article 3 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Tout établissement d'enseignement secondaire doit compter, le 1er octobre, au moins 400 élèves pour être organisé ou subventionné l'année scolaire suivante. »

Art. 3. L'article 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Le nombre minimum fixé à l'article 3 est réduit à :

1° 350, pour un établissement n'organisant que deux degrés de l'enseignement secondaire de type I;

2° 300, pour un établissement n'organisant que le premier degré de l'enseignement secondaire de type I;

3° 300, pour un établissement n'organisant que le deuxième et le troisième degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

a) n'organiser que l'enseignement secondaire général;

b) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune à organiser ces degrés et cette forme d'enseignement;

c) être situé à une distance de plus de 8 km par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche qui organise ces degrés et cette forme d'enseignement;

(1) Session extraordinaire de 1995.

Documents du Conseil. — N^{os} 25 — N^o 1 : proposition de décret. N^o 2 : avis du Conseil d'Etat. N^o 3 : rapport. N^{os} 4 à 7 : amendements. N^o 8 : sous-amendement.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 4 août 1995. — Adoption. Séance du 5 août 1995.

4° 300, pour un établissement n'organisant que le cycle supérieur de l'enseignement secondaire de type II, s'il n'organise que l'enseignement secondaire technique ou professionnel ou ces deux formes d'enseignement;

5° 250, pour un établissement n'organisant que le premier degré de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune à organiser ce degré;
- b) être situé à une distance de plus de 8 km par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche qui organise ce degré;

6° 250, pour un établissement n'organisant que le deuxième et le troisième degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) n'organiser que l'enseignement secondaire technique ou professionnel ou ces deux formes d'enseignement;
- b) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune à organiser ces degrés et ces formes d'enseignement;
- c) être situé à une distance de plus de 8 km par rapport à l'établissement de même caractère le plus proche qui organise ces degrés et ces formes d'enseignement;

7° 250, pour un établissement n'organisant que le deuxième et le troisième degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) n'organiser que l'enseignement secondaire technique ou professionnel ou ces deux formes d'enseignement;
- b) organiser dans ces deux formes des options n'appartenant qu'à un ou deux secteurs, tels que visés à l'article 24, alinéa 1er, 2°;

8° 250, pour un établissement mentionné dans la liste des établissements à aider de manière très prioritaire, fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation dans l'enseignement secondaire;

9° 250, pour un établissement situé à plus de 8 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné, s'il est en outre le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune et si la densité de population de cette dernière est inférieure à 250 habitants au km²;

10° 250, pour un établissement situé à plus de 20 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné;

11° 200, pour un établissement situé à plus de 12 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné, s'il est en outre le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune et si la densité de population de cette dernière est inférieure à 125 habitants au km²;

12° 200, pour un établissement n'organisant qu'un ou deux degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune;
- b) être situé à plus de 8 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné;
- c) être situé dans une commune dont la densité de population est inférieure à 250 habitants au km²;

13° 150, pour un établissement n'organisant qu'un ou deux degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune;
- b) être situé à plus de 12 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné;
- c) être situé dans une commune dont la densité de population est inférieure à 125 habitants au km²;

14° 150, pour un établissement n'organisant qu'un ou deux degrés de l'enseignement secondaire de type I, s'il réunit en outre les conditions suivantes :

- a) être le seul établissement d'enseignement du caractère concerné de la commune;
- b) être situé à plus de 20 km de tout établissement d'enseignement du caractère concerné.

Pour l'application de l'alinéa 1er, 6° et 7°, l'établissement peut aussi organiser la première année B ainsi que la deuxième année professionnelle de l'enseignement secondaire de type I si aucun autre établissement d'enseignement du caractère concerné, tant au sein de la commune qu'à une distance de moins de 8 km, n'organise ni l'une ni l'autre de ces années d'études. »

Art. 4. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Pour l'application du présent décret, les distances sont mesurées sur la partie de la voie publique aménagée pour la circulation des véhicules en général.

Pour l'application des minima de population scolaire sont pris en considération les élèves réguliers au 1er octobre. »

Art. 5. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 5bis. Tout établissement qui n'atteint pas au 1er octobre les minima fixés aux articles 3 et 4 n'est plus organisé ni subventionné au 1er septembre de l'année scolaire suivante. »

Art. 6. Un article 5ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 5ter. § 1er. Tout établissement peut être fusionné à l'initiative de son pouvoir organisateur avec un ou plusieurs établissements.

§ 2. Par fusion, il faut entendre :

- 1° la réunion en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément;
- 2° la réunion de plusieurs établissements dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres.

§ 3. La fusion s'opère en un temps.

A l'issue de la fusion visée au § 2, l'établissement n'a qu'un seul pouvoir organisateur, un seul chef d'établissement et un seul éducateur-économiste.

§ 4. Une fusion d'établissements ne peut s'opérer qu'entre établissements appartenant au même type d'enseignement. Toutefois, une fusion peut s'opérer entre établissements de types d'enseignement différents, à condition que la transformation en un enseignement de type I soit entamée au plus tard à la date de la fusion.

§ 5. Par dérogation à l'article 24, § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, un établissement résultant de la fusion de plusieurs établissements peut être implanté en différents endroits. L'établissement principal forme avec ses diverses implantations une unité pédagogique et administrative.

§ 6. Les propositions de fusion sont soumises, pour avis, aux conseils de zone et, pour approbation, au comité de concertation du caractère d'enseignement concerné, créés en application de l'article 24. »

Art. 7. Un article 5^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 5^{quater}. Sur avis favorable du conseil général de concertation organisé en application du décret du 27 octobre 1994 précité, le Gouvernement peut autoriser plusieurs établissements à se restructurer.

Par restructuration, il faut entendre la reprise, par un établissement, d'une ou plusieurs options, années d'études ou formes d'enseignement, d'un autre établissement d'enseignement de même caractère.

A dater du 1er septembre 1996, aucun degré, année ou option ne peut être organisé dans un établissement et implanté dans un autre. »

Art. 8. Un article 5^{quinquies}, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 5^{quinquies}. Sur avis favorable du conseil général de concertation créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement peut déroger aux nombres minima fixés aux articles 2 et 3.

Pour l'application de l'alinéa 1er, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable. »

Art. 9. L'article 6 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Un établissement résultant d'une fusion ou d'une restructuration en application de l'article 5^{ter} ou de l'article 5^{quater} n'est pas considéré comme un nouvel établissement.

Un établissement qui, par la modification de son offre d'enseignement, atteint un des nombres minima fixés à l'article 4, n'est pas considéré comme un nouvel établissement. »

Art. 10. A l'article 19, § 4, alinéa 2, du même décret, les mots « le dernier jour de classe du 1er trimestre » sont remplacés par les mots « le 15 janvier ».

Art. 11. Dans l'article 22 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, les §§ 1er et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1er. Le nombre d'élèves pris en considération pour l'application du chapitre 2 est le nombre d'élèves réguliers le 15 janvier de l'année scolaire précédente. »

« § 2. En cas de fusion ou de restructuration entre établissements, conformément aux articles 5^{ter} et 5^{quater}, le nombre d'élèves pris en compte est la somme, par année, degrés et formes, des élèves des différents établissements fusionnés et restructurés, considérés comme inscrits dans l'établissement résultant de la fusion ou de la restructuration. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 12. Par dérogation à l'article 5, alinéa 2, du décret du 29 juillet 1992, pour l'application des minima de population scolaire, sont pris en considération, pour l'année scolaire 1996-1997, soit le nombre des élèves réguliers au 1er octobre 1995, soit la moyenne arithmétique du nombre des élèves réguliers au 1er octobre 1993, au 1er octobre 1994 et au 1er octobre 1995.

Art. 13. Pendant l'année scolaire 1996-1997 et 1997-1998, le Gouvernement est tenu d'assurer aux élèves ayant fréquenté pendant l'année scolaire 1995-1996 les cours de la cinquième année d'études au sein d'un établissement visé à l'article 5^{bis} du décret du 29 juillet 1992 la possibilité de poursuivre la deuxième année du degré, dans l'orientation d'études suivie en cinquième année, au sein d'un autre établissement d'enseignement du même caractère.

Pour la seule année scolaire 1996-1997, la création d'un troisième degré au sein d'un établissement ne comportant que les deux premiers degrés lorsque celui-ci était organisé pendant l'année scolaire 1995-1996 au sein d'un établissement et implanté dans un autre établissement ne comportant que les deux premiers degrés pourra être réalisée, conformément à la procédure prévue à l'article 5^{quater} du décret du 29 juillet 1992.

Art. 14. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de promotion à la date d'entrée en vigueur du présent décret, et qui sont mis en disponibilité à la suite des mesures visées au chapitre 1er, sont rappelés à l'activité de service à la fonction de proviseur ou de sous-directeur chargé à titre principal du premier degré au sein de l'établissement issu de la fusion.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er conservent leur affectation pendant les 5 années qui suivent la fusion. Au terme de cette période, ils sont prioritairement réaffectés dans la fonction à laquelle ils sont nommés ou engagés à titre définitif. En attendant cette réaffectation, ils sont maintenus en rappel provisoire à l'activité de service dans la fonction visée à l'alinéa 1er. La progression de leur ancienneté de service et de leur ancienneté barémique ne sera pas interrompue.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 15. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 41, 42 et 43, de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice sont abrogés.

Art. 16. L'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est abrogé.

Art. 17. L'article 9, § 2, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire de plein exercice est abrogé.

Art. 18: Le présent décret entre en vigueur le 1er octobre 1995.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Bruxelles, le 5 août 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
 chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
 J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
 Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

[S - C - 29480]

N. 95 - 2344

5 AUGUSTUS 1995

Decreet tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I

Wijzigingen van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan vervallen de woorden "op de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 5".

Art. 2. Artikel 3 van voormeld decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 3. Elke inrichting voor secundair onderwijs moet op 1 oktober ten minste 400 leerlingen tellen om het volgende schooljaar georganiseerd of gesubsidieerd te worden".

Art. 3. Artikel 4 van voormeld decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 4. Het in artikel 3 bepaalde minimumaantal wordt verminderd tot:

1° 350 voor een inrichting die maar 2 graden van het secundair onderwijs van type I organiseert;

2° 300 voor een inrichting die maar de 1ste graad van het secundair onderwijs van type I organiseert;

3° 300 voor een inrichting die maar de 2e en de 3e graad van het secundair onderwijs van type I organiseert mits ze bovendien:

a) alleen algemeen secundair onderwijs organiseert;

b) de enige inrichting van die aard is die in de gemeente bedoelde graden en die onderwijsvorm organiseert;

c) meer dan 8 km verwijderd is van de dichtstbijzijnde inrichting van dezelfde aard die bedoelde graden en die onderwijsvorm organiseert;

4° 300 voor een inrichting die maar de hogere cyclus van het secundair onderwijs van type II organiseert, indien ze alleen technisch secundair en beroepsonderwijs of die 2 onderwijsvormen organiseert;

5° 250 voor een inrichting die maar de 1e graad van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:

a) de enige inrichting van die aard is die in de gemeente die graad organiseert;

b) meer dan 8 km verwijderd is van de dichtstbijzijnde inrichting van dezelfde aard die bedoelde graad organiseert;

6° 250 voor een inrichting die maar de 2e en de 3e graad van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:

a) alleen secundair technisch en/of beroepsonderwijs organiseert;

b) de enige inrichting van die aard is die in de gemeente bedoelde graden en die onderwijsvormen organiseert;

c) meer dan 8 km verwijderd is van de dichtstbijzijnde inrichting van dezelfde aard die bedoelde graden en die onderwijsvormen organiseert;

7° 250 voor een inrichting die maar de 2e en de 3e graad van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:

a) alleen secundair technisch en/of beroepsonderwijs organiseert;

b) in die 2 vormen opties organiseert die maar tot een of 2 sectoren bedoeld in artikel 24, le lid, 2° behoren;

8° 250 voor een inrichting vermeld in de lijst van bijzonder prioritair te helpen inrichtingen bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

9° 250 voor een inrichting die meer dan 8 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting en bovendien de enige inrichting van die aard in de gemeente is, als de bevolkingsdichtheid van die gemeente minder dan 250 inwoners per km² bedraagt;

(1) *Buitengewone zitting 1995.*

Documenten van de Raad. — Nr. 25 — Nr. 1 : voorstel van decreet. Nr. 2 : advies van de Raad van State. Nr. 3 : verslag. Nr. 4 t/m 7 : amendementen. Nr. 8 : subamendement.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 4 augustus 1995. — Aanneming. Vergadering van 5 augustus 1995.

- 10° 250 voor een inrichting die meer dan 20 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting;
- 11° 200 voor een inrichting die meer dan 12 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting, als ze ook de enige inrichting van die aard is in de gemeente, waarvan de bevolkingsdichtheid kleiner is dan 125 inwoners per km²;
- 12° 200 voor een inrichting die maar 1 of 2 graden van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:
- de enige inrichting van die aard is in de gemeente;
 - meer dan 8 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting;
 - gelegen is in een gemeente met een bevolkingsdichtheid van minder dan 250 inwoners per km²;
- 13° 150 voor een inrichting die maar 1 of 2 graden van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:
- de enige inrichting van die aard is in de gemeente;
 - meer dan 12 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting;
 - gelegen is in een gemeente met een bevolkingsdichtheid van minder dan 125 inwoners per km²;
- 14° 150 voor een inrichting die maar 1 of 2 graden van het secundair onderwijs van type I organiseert en bovendien:
- de enige inrichting van die aard in de gemeente is;
 - meer dan 20 km verwijderd is van elke gelijkaardige inrichting.

Voor de toepassing van lid 1, 6° en 7° kan de inrichting ook het 1e jaar B en het 2e jaar secundair beroepsonderwijs van type I organiseren als geen gelijkaardige inrichting in de gemeente, noch op een afstand van minstens 8 km een van die jaren organiseert".

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 5. Voor de toepassing van dit decreet worden de afstanden gemeten op het gedeelte van de openbare weg, aangelegd voor het verkeer van de voertuigen in het algemeen.

Voor de toepassing van de bevolkingsminima komen de regelmatige leerlingen op 1 oktober in aanmerking".

Art. 5. Onderstaand artikel 5bis wordt in voormeld decreet ingevoegd:

"Art. 5bis. Elke inrichting die op 1 oktober de in de artikelen 3 en 4 bepaalde minima niet bereikt, wordt per 1 september van het volgende schooljaar niet meer georganiseerd of gesubsidieerd".

Art. 6. Onderstaand artikel 5ter wordt in voormeld decreet ingevoegd:

"Art. 5ter. § 1. Elke inrichting kan gefuseerd worden, op initiatief van haar inrichtende macht, met een of meer inrichtingen.

§ 2. Fusie betekent de samenvoeging.

1° in één inrichting van verschillende inrichtingen die gelijktijdig verdwijnen;

2° van verschillende inrichtingen waarvan de ene de andere opsloort.

§ 3. De fusie gebeurt in eenmaal. Na de in § 2 bedoelde fusie heeft de inrichting maar één inrichtende macht, één inrichtingshoofd, één opvoeder-huismeester.

§ 4. De fusie van inrichtingen is alleen mogelijk tussen inrichtingen van hetzelfde onderwijstype. Ze kan ook gebeuren tussen inrichtingen van verschillende type mits de omvorming tot type I uiterlijk op de datum van de fusie wordt aangevat.

§ 5. In afwijking van artikel 24, § 2, 8° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving kan een inrichting, ontstaan uit fusie, verschillende vestigingen hebben. De hoofdinstelling vormt met haar vestigingen een pedagogische en administratieve eenheid.

§ 6. Fusievoorstellen worden voor adviesaan de zoneraden voorgelegd en, ter goedkeuring, aan het overlegcomité van de betrokken onderwijsraad, opgericht krachtens artikel 24".

Art. 7. Onderstaand artikel 5quater wordt in voormeld decreet ingevoegd:

"Art. 5quater. Op gunstig advies van de algemene overlegraad georganiseerd krachtens voormeld decreet van 27 oktober 1994 kan de Regering verschillende inrichtingen machtigen om zich te herstructureren.

Daarmee bedoelt men dat één inrichting een of meer opties, leerjaren of onderwijsvormen van een gelijkaardige inrichting overneemt.

Vanaf 1 september 1996 kan geen graad, jaar of optie nog georganiseerd worden in een inrichting en gevestigd in een andere".

Art. 8. Onderstaand artikel 5quinquies wordt in voormeld decreet ingevoegd:

"Art. 5quinquies. Op gunstig advies van de algemene overlegraad, opgericht bij decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, kan de Regering afwijken van de in de artikelen 2 en 3 bepaalde minima.

Voor de toepassing van het 1e lid wordt het uitblijven van een advies van die raad, binnen 2 maanden na de adviesaanvraag van de Regering, gelijkgesteld met een gunstig advies".

Art. 9. Artikel 6 van voormeld decreet wordt aangevuld als volgt:

"Een inrichting ontstaan uit een fusie of herstructurering krachtens artikel 5ter of 5quater wordt niet als een nieuwe inrichting beschouwd.

Een inrichting die door de wijziging van haar onderwijsaanbod een van de in artikel 4 bepaalde minima bereikt, wordt niet als een nieuwe inrichting beschouwd.

Art. 10. In artikel 19, § 4, 2e lid van voormeld decreet wordt "de laatste schooldag van het 1e kwartaal" vervangen door "15 januari".

Art. 11. De §§ 1 en 2 van artikel 22 van voormeld decreet, gewijzigd bij dat van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, worden vervangen als volgt:

"§ 1. Het aantal leerlingen dat in aanmerking komt voor de toepassing van hoofdstuk 2 is het aantal regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorig schooljaar.

§ 2. Bij fusie of herstructurering van inrichtingen overeenkomstig de artikelen 5ter en 5quater is het aantal in aanmerking komende leerlingen de som per jaar, graden en vormen, van de leerlingen van de verschillende gefuseerde of herstructureerde inrichtingen, beschouwd als ingeschreven in de uit fusie of herstructurering ontstane inrichting.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 12. In afwijking van artikel 5, 2e lid van het decreet van 29 juli 1992 komt voor de toepassing van de bevolkingsminima in aanmerking voor het schooljaar 1996-1997, het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober 1995 of het rekenkundig gemiddelde van het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober 1993, 1994 en 1995.

Art. 13. In 1996-1997 en 1997-1998 moet de Regering aan de leerlingen die in 1995-1996 het 5e leerjaar gevolgd hebben in een inrichting bedoeld in artikel 5bis van het decreet van 29 juli 1992, de mogelijkheid geven om het 2e jaar van de graad te volgen in de in het 5e jaar gevolgde richting, in een andere gelijkaardige inrichting.

Voor 1996-1997 kan een 3e graad nog worden opgericht in een inrichting die maar de eerste 2 graden omvat wanneer die georganiseerd was in 1995-1996 in een inrichting en gevestigd in een andere inrichting die maar de eerste 2 graden omvat, overeenkomstig de procedure in artikel 5quater van het decreet van 29 juli 1992.

Art. 14. Personeelsleden vast benoemd of geworven in een bevorderingsambt op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, die ter beschikking gesteld worden ingevolge de maatregelen van hoofdstuk I, worden terug in actieve dienst geroepen als provisor of onderdirecteur, hoofdzakelijk belast met de le graad, in de uit fusie ontstane inrichting.

Personeelsleden bedoeld in het 1e lid behouden hun aanstelling gedurende 5 jaar na de fusie. Na die periode worden ze prioritair weer aangesteld in het ambt waarin zij vast benoemd of geworven zijn. In afwachting blijven zij voorlopig terug in actieve dienst geroepen in het in het 1e lid bedoelde ambt. De toerneming van hun dienst- en wedde-anciënniteit wordt niet gestuit.

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

De artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 41, 42 en 43 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen en het rationalisatie- en programmatieplan voor het secundair onderwijs met volledig leerplan worden opgeheven.

Art. 16. Artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 31 augustus 1992 tot uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 9 § 2 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt opgeheven.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 augustus 1995.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Services fédéraux des Affaires scientifiques
techniques et culturelles

Palais des Beaux-Arts. — Nominations

Par arrêté royal du 7 août 1995 :

— M. Eric Deloof est nommé président du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts;

— M. Jean-Louis Luxen est nommé vice-président du conseil d'administration du Palais des Beaux-Arts.

Les nominations prennent cours au 1^{er} septembre 1995 pour une période de deux ans.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Federale diensten voor Wetenschappelijke
Technische en Culturele Aangelegenheden

Paleis voor Schone Kunsten. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit d.d. 7 augustus 1995 :

— wordt de heer Eric Deloof benoemd tot voorzitter van de raad van beheer van het Paleis voor Schone Kunsten.

— wordt de heer Jean-Louis Luxen benoemd tot ondervoorzitter van de raad van beheer van het Paleis voor Schone Kunsten.

— De benoemingen gaan in op 1 september 1995 voor een periode van twee jaar.

MINISTERE DES FINANCES

Caisse d'Intervention des Sociétés de Bourse
Conseil d'administration. — Nomination

Par arrêté royal du 14 juillet 1995, M. Guy Quaden est nommé comme président du conseil d'administration de la Caisse d'Intervention des Sociétés de Bourse.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Interventiefonds van de Beursvennootschappen
Raad van bestuur. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1995 wordt de heer Guy Quaden benoemd tot voorzitter van de raad van bestuur van het Interventiefonds van de Beursvennootschappen.